

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 236 – VENDREDI 28 NOVEMBRE 2014

PÂQUERETTE VERTE

Un député vert (de Rugy) qui aurait « de la haine à la commissure des lèvres », dit le Ministre de l'Intérieur. Un sénateur vert (Placé) qui accompagne Macron, Hollande, Royal dans leurs voyages officiels. "Vert, c'est vert ?" se demande Johnny.

AGENDA MILITANT

→ 30 novembre

Roybon [En Isère contre un « projet délirant »](#)



→ 1^{er} décembre

Paris [Projets inutiles : la victoire est possible](#)
Montreuil [Droits de la Terre-Mère](#),
Bolivie/alternatiba

→ 4 décembre

Paris [Assemblée populaire sur le travail de nuit et du dimanche](#)

→ 6 décembre

Paris [Vers une école inclusive - 5^e Forum des RASED](#)
Paris [Pour la Justice sociale, contre le chômage et la précarité](#)

→ 7-12 décembre

Paris [2^e AG du Front de gauche](#)

→ 9-13 décembre

Ile de France [Sport et politique](#)

Au-delà des élections, la CGT, Solidaires et la FSU dans le même bateau

Jusqu'au 4 décembre se tiennent pour la première fois simultanément les élections professionnelles dans toute la Fonction publique : dans la Fonction publique d'État, la Fonction publique territoriale et la Fonction publique hospitalière. Ainsi, près de 5 millions de salariés sont appelés aux urnes.

À côté de la désignation d'élus dans les instances paritaires, ces élections sont l'occasion de mesurer l'évolution de l'influence des confédérations syndicales après des années de politiques d'austérité. Dans le contexte de relative atonie des luttes mais aussi de mécontentement généralisé, cela dira quelque chose des rapports de force culturels dans le secteur du salariat le plus éloigné de l'exigence de profit et de rentabilité.

À *Cerises*, nous additionnerons les résultats de la CGT, de Solidaires et de la FSU. Le sens d'une telle addition est double. D'une part, il importe d'apprécier l'influence de ceux qui ne renoncent pas à défendre les services publics. D'autre part, ces trois organisations auraient dû et devraient fédérer leurs énergies afin de rompre avec le cycle de défaites et de reculs du mouvement social depuis des décennies. Or, les rapprochements à peine esquissés, par exemple entre la CGT et la FSU, ont jusqu'ici des balbutiements symboliques. Que de temps perdu !

Cela va bien au-delà de la question d'un rapprochement organisationnel : une telle recombinaison n'aura de sens que s'il s'agit d'élaborer une stratégie de mobilisation et de conquête dans la durée, et d'inventer l'association de la "besogne immédiate" - l'action pour la défense des intérêts des salariés - et de la "besogne d'avenir" - l'action pour l'émancipation en général¹.

Il s'agit aussi de revisiter les pratiques syndicales et d'inventer de nouvelles formes d'implication des salariés, des chômeurs et des précaires. De fait, les syndicats sont confrontés au même enjeu que les forces politiques : il leur faut déplacer le curseur de leurs activités de l'intérieur des institutions vers l'appropriation populaire des choix de société. Enfin, l'ouverture d'un chantier concernant les relations entre mouvement social et politique, et entre syndicats et forces politiques, sera un passage obligé pour sortir de la nasse actuelle.

Quels que soient les résultats du 4 décembre, le syndicalisme de transformation a du pain sur la planche !

● Michèle Kiintz et Gilles Alfonsi



1. http://fr.wikipedia.org/wiki/Charte_d%27Amiens

Vers la sortie du capitalisme : le salaire à vie ?

Comment “En finir avec la gabegie financière et la casse sociale” ? Invité sur ce thème par le collectif de Montluçon “Pour un communisme de nouvelle génération”, Bernard Friot, s’appuyant sur l’expérience originelle de la Sécurité sociale répondait : salaire à vie, fondé sur la cotisation. Extraits¹.

Comment présenter un projet non pas de sortie du capitalisme mais de continuation de sortie du capitalisme sans précisément s’appuyer sur le début de cette sortie ?

Nous avons déjà commencé à sortir du capitalisme. Il faut absolument lire 1945 autrement que nous le faisons et quand je dis “nous” (je suis au Front-de-gauche, au PC, à la FSU), ce sont les diverses composantes du Front de gauche. Ce “nous” là est relativement infidèle à 1945, et cela a beaucoup à voir avec notre échec depuis 30 ans. Les réformateurs gagnent la bataille, et en sortir, retrouver l’offensive, suppose que nous ayons une toute autre lecture de 1945.

Prenons les mots d’ordre de la dernière manifestation sur les retraites (en mai) dernier à Paris : les mêmes qu’en 2010, en 2003, dans les grandes

mobilisations. Les retraites, c’est la plus forte mobilisation, mais c’est aussi un très grand échec. Il faut absolument y réfléchir,

La domination porte toujours sur la définition du travail. La classe ouvrière a été révolutionnaire et elle a mis en place des institutions révolutionnaires, qui changent la définition et la pratique du travail et de la valeur.

ne pas banaliser. Il y a urgence, dans une situation politique extrêmement pourrie.



En débat à Montluçon. Bernard Friot, sociologue et économiste (IDHES, Université de Paris X Nanterre), anime l’Institut européen du salariat et l’association d’éducation populaire Réseau Salariat.

Taxer le capital, c’est le légitimer

Soit le mot d’ordre : “Oui à la solidarité intergénérationnelle”. Il signifie que les retraités bénéficient de la solidarité des générations plus jeunes, de même qu’ils ont été solidaires des générations plus âgées lorsqu’ils étaient dans l’emploi : donc la cotisation est une “charge”, les retraités sont à la charge des actifs, il y a un “pacte générationnel”.

Autre mot d’ordre : “De l’argent, il y en a dans les poches du patronat”. Que veut dire ce mot slogan ? Que l’enjeu essentiel de l’affrontement social, c’est le partage de la richesse, et qu’il faut changer le rapport entre ce qui, dans le PIB, va au travail et ce qui va au capital. Et la façon de changer le rapport, c’est de taxer le capital pour récupérer la partie de la valeur qu’il s’octroie de façon excessive ; il y a un coût excessif du capital, il faudrait réduire la part des dividendes, la part des taux d’intérêt dans le partage ●●●

1. La vidéo de cette conférence est sur le site de Regards.Actu, l’info alternative

●●● de la valeur. Nous sommes passés dans les années 80 d'un rapport de 30 % au profit et 70 % au salaire à un rapport de 40 % au profit et 60 % au salaire ; 10 points de moins pour le salaire pour un PIB de 2 000 milliards, c'est-à-dire que 200 milliards manquent chaque année au salaire et si on les prenait dans la poche du patronat, on résoudrait le prétendu déficit des régimes de la Sécurité sociale ou l'impossibilité d'embaucher des fonctionnaires supplémentaires. Cela veut dire en fait que la valeur économique ne peut être produite - celle qui fait le PIB - que sous la houlette des propriétaires et qu'améliorer la situation des salariés, ce n'est pas se débarrasser des propriétaires, c'est obtenir qu'ils en piquent moins dans la valeur que nous produisons ; ce n'est pas contester le capital, c'est vouloir le corriger, taxer le capital, c'est le légitimer.

Sans capital, il n'y aurait plus d'argent pour la Sécurité ? Cela me fait penser à ces salariés anglais qui, lorsqu'Obama a voulu prendre des sanctions contre *British Petroleum*, après la marée noire dans le golfe du Mexique, ont manifesté parce que la bonne santé de la Sécurité sociale anglaise dépend de la bonne santé financière des entreprises : la Sécurité sociale est financée par une taxation sur les entreprises. Une bonne finance des entreprises fait une bonne taxation. C'est ce que nous voulons ?

Déplacer le curseur ou changer la définition du travail ?

“Les retraités ont droit de vivre décemment leur retraite”. Ce mot d'ordre là est tout à fait cohérent avec le flou de la revendication traditionnelle ; celle-ci, en matière de retraite, c'est 75 % du meilleur salaire. C'est la revendication depuis que la CGT existe, depuis des dizaines d'années... sauf que depuis 10 ans, on ne sait plus si c'est 75 % du brut ou du net ? Ce

Ce qui a été construit en 1945, c'est un début ; il n'y a pas de grand soir, il y a un processus révolutionnaire qui passe par des moments d'accélération de l'histoire.

n'est pas pareil ! Hélas, lorsqu'on gratte un peu, c'est 75 % du net : un retraité ne produit plus rien, ce n'est pas légitime de lui reverser 100 % de son meilleur salaire ; en plus, les retraités n'ont plus de gamins à charge, et ils sont souvent propriétaires de leur logement...

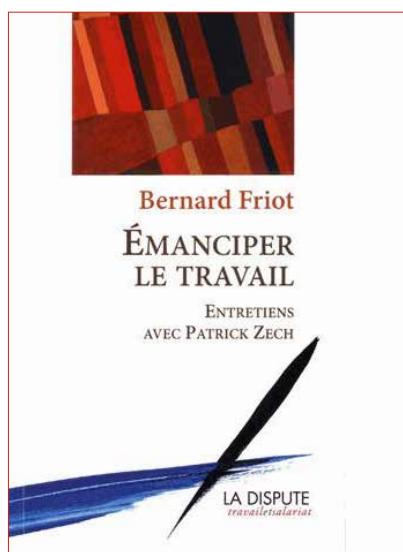
Je ne connais pas de mot d'ordre plus aliéné aux discours de nos maîtres. On

ne produirait de valeur économique que lorsqu'on est soumis à un employeur et que l'on met en valeur son capital en produisant des marchandises capitalistes ! Le reste du temps, on est des “utiles improductifs”. Les fonctionnaires sont des utiles improductifs, ils dépensent de l'argent produit par d'autres ! Les retraités sont des utiles improductifs. Ils ont droit à une “retraite décente”.

La domination porte toujours sur la définition du travail. C'est quoi travailler ? Au sens de produire de la valeur économique. Pas seulement de la valeur d'usage, utile.

Un fonctionnaire ne “travaille” pas, un parent, un chômeur ne travaille pas... Je viens de passer en revue les branches de la Sécurité sociale : retraite, maladie, famille, emploi, fonction publique. Ces gens là ne “travaillent” pas, ils ont droit à des “revenus décents”. La classe ouvrière n'aurait rien changé fondamentalement au XX^e siècle : elle aurait déplacé le curseur dans le partage de la valeur ajoutée à un moment où elle était en position de force, en 1945. Déplacer le curseur, ce n'est pas révolutionnaire, c'est aménager le capitalisme .

Or, la classe ouvrière a été révolutionnaire et elle a mis en place des institutions révolutionnaires, qui changent la définition et la pratique du travail ●●●



Un prochain dossier de *Cerises* sera consacré à ce dernier ouvrage de Bernard Friot (Éd. La Dispute, août 2014, 176 p. 10 €)

●●● et de la valeur, des institutions qui disent : les retraités travaillent et c'est pour cela qu'elle a revendiqué le salaire pour les retraités et non pas une "pension décente" - qui est un recul réactionnaire. La classe ouvrière a revendiqué 75 % du meilleur salaire brut à 55 ans. Voilà la revendication ! Aujourd'hui, on en est à revendiquer 60 ans, 75 % du net ! C'est là l'effondrement idéologique dans lequel nous sommes. C'est pour cela que nous sommes battus.

En 44, 45, 46, dans une bagarre permanente, en mobilisant en permanence la CGT, il ne s'agissait pas de changer le curseur, ce n'était pas une bagarre de défenseurs de victimes pour améliorer leur pouvoir d'achat, c'était une bagarre de vainqueurs qui entendaient bien en finir avec le capital. Lorsque Croizat double les allocations familiales en 45, il n'opère pas une solidarité entre les célibataires et les chargés de famille en ponctionnant sur les célibataires de quoi payer ces gens utiles mais improductifs que seraient les parents. Croizat double les allocations familiales. Les ministres communistes, qui ont mis en place le statut de la fonction publique (Thorez), le statut d'EDF-GDF (Marcel Paul), la Sécurité sociale (Croizat) n'ont pas "corrigé le curseur" dans un sens plus favorable au travail, plus défavorable au capital ; ils ont commencé à changer la définition du travail.

Le salaire à vie : une qualification attachée à la personne, pas au poste

Aujourd'hui, le tiers du PIB est produit par des gens qui n'ont ni employeurs, ni actionnaires ; 150 milliards sont produits par des fonctionnaires qui n'ont pas d'actionnaires, pas d'employeurs, ils ont un emploi à vie, ils sont payés pour leur grade, pas pour leur poste. Qu'attend-on pour généraliser cela, une qualification attachée à la personne et non pas au poste de travail. Dans le privé,

**L'emploi,
c'est une institution
capitaliste,
c'est ce qui nous soumet
au marché du travail
et à des propriétaires.**

personne n'est payé, c'est le poste qui est payé. L'emploi, c'est le fait de qualifier les postes, d'affecter les salaires à un poste ; c'est la convention collective. On donne tout le pouvoir aux propriétaires des postes en qualifiant les postes.

Or on a défilé derrière ce mot d'ordre : "La solution, c'est le plein emploi". "Plein emploi", cela veut dire plein d'employeurs, marché du travail fonctionnant à plein, personne en pleine utilité par une sécurité-emploi-formation,

c'est-à-dire plein capitalisme. L'emploi, c'est une institution capitaliste, c'est ce qui nous soumet au marché du travail et à des propriétaires. Or, nous avons déjà dépassé l'emploi : les fonctionnaires n'ont pas d'emploi, les retraités n'ont pas d'emploi et c'est pour cela que le rapport au travail des retraités est tellement pacifié.

Quand vous interrogez des retraités, quelle est leur réponse ? Ils n'ont jamais autant travaillé, ils n'ont jamais été aussi heureux de travailler. Pourquoi ce bonheur au travail ? "Ça tombe tous les mois (je n'ose pas le dire)", "je n'ai plus besoin de passer par l'angoisse du marché du travail", je n'ai plus besoin de passer par la soumission à un employeur, je n'ai plus besoin de passer par un actionnaire pour être reconnu par du salaire comme produisant de la valeur économique. (Je ne parle pas de celles et ceux qui sont dans la survie avec une pension de 500 à 600 € - ce n'est pas du salaire à vie. La pension moyenne des femmes est de 900 €. C'est un scandale total et on verra pourquoi)

En disant que la solution, c'est le plein emploi, nous disons qu'on ne produit de valeur que dans l'emploi, que ceux qui n'ont pas d'emploi ne produisent rien, c'est-à-dire que Croizat, Thorez, Paul ont travaillé pour rien. Ce qui a été construit en 1945, c'est le début, il n'y a pas ●●●

●●● de grand soir, il y a un processus révolutionnaire qui passe par des moments d'accélération de l'histoire, 1936, 44-47, dans un certain sens 68 ; et puis il y a des moments où l'histoire recule.

Ce qu'il faut faire, c'est travailler à une prochaine étape d'accélération de l'histoire, une mobilisation populaire. C'est ce qui a permis des conquêtes qu'il faut étendre ! La seule stratégie : étendre ces conquêtes.

Nous avons conquis le salaire à vie, c'est-à-dire la possibilité de travailler sans employeur, sans actionnaire. Les 260 milliards € qui vont aux pensionnés sont produits par les pensionnés. En ce moment, je travaille, moi qui suis pensionné, je produis de la valeur économique et la pension que je perçois, c'est la reconnaissance de la valeur économique que je produis. C'est la conquête de 45 !

L'impôt n'est pas une taxe sur la valeur produite par d'autres. La cotisation n'est pas une taxe sur la valeur produite par d'autres qui va à des gens utiles mais non productifs. Les fonctionnaires sont des salariés qui gagnent leur salaire, qui le produisent. L'impôt qui paie les fonctionnaires est produit par eux. La pension qui paie les pensionnés est produite par les pensionnés. La cotisation maladie qui paie les soignants est produite par les soignants qui produisent de la valeur

économique dans la santé. Les fonctionnaires produisent la valeur économique dans l'urbanisme, dans la justice, dans l'école, dans la police. Ils produisent de la valeur économique. Ce qui paie ces personnes là, ce n'est pas quelque chose de ponctionné sur ceux qui travaillent dans la sphère capitaliste et seraient les seuls producteurs de valeur.

**Déplacer le curseur
capital-travail,
ce n'est pas
révolutionnaire,
c'est aménager
le capitalisme.
Taxer le capital,
c'est le légitimer.**

Ce que nous avons conclu au XX^e siècle, c'est le début d'une pratique du travail débarrassé des employeurs et des actionnaires.

Conjuguer la hausse du salaire brut et celle du taux de cotisation

Généralisons. En matière de retraite, j'attends un mot d'ordre qui soit : "Retraite à 55 ans !" Je cherche en vain un Congrès de la FSU qui aurait décidé, depuis 95, de passer de 55 à 60 ans ; un Congrès de la CGT qui aurait décidé de passer

de 55 à 60 ans ; un Congrès de Solidaire qui aurait décidé de passer de 55 à 60 ans. Dans l'état d'effondrement idéologique où nous sommes, disons donc les choses carrément : c'est 100 % du net, 100 % du meilleur salaire, c'est-à-dire celui des six meilleurs mois. C'était la revendication du syndicalisme, complètement oubliée aujourd'hui.

Le mouvement dans le privé a été de s'aligner sur les six meilleurs mois de la fonction publique et la dernière conquête en la matière est, en 72, les dix meilleures années en attendant de passer aux cinq meilleures, puis aux deux meilleures, puis à la meilleure, puis aux six derniers mois.

Si nous revendiquons la retraite à 55 ans, à 100 % du meilleur salaire net, comment la financer ? Par une hausse massive des salaires bruts permettant une hausse massive du taux de cotisation. Entre 1945 et 1979 en gros, le taux de cotisation aux retraites triple, il n'augmente pas de 1 %, il triple, sans baisse du salaire net parce qu'on se bagarre pour une hausse massive du salaire brut. La bataille était conjointe. C'est parce qu'il y a triplement du taux des cotisations que progressivement des pensions se rapprochent du meilleur salaire. Pour que nous retrouvions la dynamique abandonnée depuis maintenant 35 ans, il faudrait que le taux de cotisation vieillesse, qui est de 26 % du brut ●●●

●●● - quand on additionne régime général, cotisation salariale et cotisation patronale -, soit d'au moins 35 % du brut. Il faudrait qu'on se batte pour l'augmentation du tiers du taux des cotisations.

Alors, comment faire face à la hausse des prix, quand il y aura ce passage de 26 à 35 % ? Parce que la hausse des cotisations sera répercutée dans les prix. La revendication est facile à énoncer : suppression et non pas taxation des dividendes. Se battre pour cette suppression, c'est entamer une bataille politique pour la propriété des entreprises par les salariés eux-mêmes. Sur les 2 000 milliards que nous produisons aujourd'hui, 700 - 35 % - sont "piqués" par les propriétaires directs (actionnaires, prêteurs), par des parasites qui n'en investissent que 400, là où ils veulent, pour faire ce qu'ils veulent, en embauchant qui ils veulent...

Dernière chose, il faut supprimer les annuités du calcul de la pension et les comptes de points. Pourquoi les femmes ont-elles une pension de 900 € en moyenne alors que les hommes en ont une de 1 600 € en moyenne ? Pourquoi les femmes qui ont un salaire inférieur de 25 % à celui des hommes, ont une pension inférieure de 40 % ? Pourquoi ce miracle à rebours qui transforme 5 % du salaire en 40 % de pension en moins ? Parce qu'elles n'ont pas la carrière

complète et parce qu'elles accèdent à des postes moins qualifiés si bien qu'elles ont 25 % de salaire en moins à 60 ans. La question n'est pas de revenir de 41 ½ ans à 37 ½ ans, la question est de supprimer les annuités du calcul des pensions.

Suppression et non pas taxation des dividendes, c'est entamer une bataille politique pour la propriété des entreprises par les salariés eux-mêmes.

Il n'y a aucune raison de compter le travail passé dans la mesure de la pension ; la pension doit être la continuation du meilleur salaire à vie et 55 ans, c'est déjà bien tard ! Si nous disons cela, nous sommes obligés d'engager une bataille révolutionnaire.

Le salaire à vie, libéré des employeurs, est une matrice du travail bien plus efficace que l'emploi.

Si nous disons : hausse des cotisations, donc du salaire brut - et pour qu'il n'y ait pas d'incidence sur le salaire net,

compensé par une suppression des dividendes - nous sommes obligés d'entrer en débat politique avec les salariés. Nous ne sommes pas de ces syndicats qui depuis 15 ans disent : "Ah non ! Pas de politique !" Le syndicalisme n'est pas politique ? C'est nouveau ! Un syndicaliste a toujours fait de la politique évidemment, c'est une bataille politique que de se battre pour faire agréer par les salariés ce qui va contre les idées reçues que la radio et la télé leur inculquent tous les jours. C'est une bataille éminemment politique que de dire que nous n'avons pas besoin d'actionnaire ! Les Fralib sont infiniment plus heureux au travail que lorsqu'ils dépendaient du billet vert. Ils vont être co-responsables, ils vont décider au travail, ils ne vont plus aller au travail en traînant les pieds, sans aucune maîtrise sur ce qu'ils font, ils vont être copropriétaires et vont décider. C'est ce qui rend heureux au travail.

Pourquoi les retraités sont heureux au travail ? Parce qu'ils décident. Ce qui est bon pour les retraités est bon pour tous.

Un salaire à vie à partir de 18 ans de 1 à 4 selon la qualification

C'est nous qui produisons, c'est nous qui devons décider, et sur le modèle de la Sécurité sociale. L'équivalent du budget de l'État - aujourd'hui une fois et demi le budget de l'État - a été géré par des salariés élus dans un CA qui ●●●

●●● avait tout pouvoir et qui élisait leur directeur. Les directeurs de Caisses ont été élus de 1945 à 1960. Aujourd'hui les jeunes pensent que l'État = la Sécurité sociale, alors qu'elle a été une démocratie sociale incroyable.

Nous pouvons sur ce modèle là financer l'investissement social de la même façon. Je fais allusion au financement des CHU. Quand on les a créés, dans les années 60, on n'a pas fait appel au marché des capitaux, on n'a pas fait de partenariat public-privé, on a augmenté le taux de cotisation maladie et cette augmentation de cotisation maladie a fait affluer l'argent dans les caisses de la Sécurité sociale, ce qui a subventionné l'investissement.

Les 700 milliards que les parasites nous volent, nous allons les garder pour nous... "Oui, mais, vous allez les faire fuir !" Mais qu'ils s'en aillent !...on n'a pas besoin de Mital, on n'a pas besoin de Michelin. Ces gens là se sont bâtis et bâtissent des fortunes insensées sur notre travail. Il ne suffit pas de les taxer, il s'agit de les supprimer, non pas comme personne mais comme fonction. On a prouvé en gérant l'équivalent du budget de l'État nous-mêmes que les CHU sont de véritables usines, les gens qui y travaillent le savent bien. On finance l'investissement sans faire appel au marché des capitaux. Faisons pareil pour tout investissement. Nous produisons 2 000 milliards pour

assurer un salaire à vie à tous, de 18 ans à la mort et qui démarre à 1 500 € à 18 ans pour tous. Comme droit politique, irrévocable, et puis droit à carrière jusqu'à 6 000 € selon la qualification. Soit un salaire de 1 à 4 (si je suis cohérent), pas de 1 à 20 comme le dit le Front de gauche. Pas de salaire inférieur

**Ce qu'il faut faire,
c'est travailler
à une prochaine étape
d'accélération de
l'histoire,
une mobilisation
populaire.**

à 1 500 €, pas de salaire supérieur à 6 000 € mais un salaire moyen à 2 200 € par mois, pour prendre des sommes raisonnables aujourd'hui. 25 000 € par an pour les 50 millions de personnes qui vivent en France (droit du sol) depuis l'âge de 18 ans, ça fait 1 250 milliards, c'est ce que nous dépensons pour le salaire aujourd'hui, 60 % du PIB...

Nous pouvons donc, dès maintenant, engager une bataille, une bataille de tous les jours, dans tous nos tracts, pour légitimer le salaire à vie qui fasse que nous ne dépendions plus d'employeurs pour être reconnus comme producteurs.

Des caisses d'investissement sur la base des cotisations

Et les 800 milliards qui restent, comment les utiliser ? Les entreprises vont cotiser 60 % de leur valeur ajoutée, entre autre pour des caisses de salaire ; les entreprises ne vont plus payer leurs salariés ; elles vont cotiser (ce qu'elles font déjà pour la maladie et la vieillesse). Ce n'est pas mon employeur qui paie mon opération du cœur, ce n'est pas mon employeur qui paie ma retraite, mon employeur cotise et c'est la mutualisation des valeurs ajoutées dans les caisses qui garantit la couverture vieillesse ou santé, quels que soient les aléas de mon rapport à l'emploi, quel que soit le chiffre d'affaire de l'entreprise dans laquelle je suis. C'est complètement déconnecté. Il faut de même déconnecter tout le salaire du chiffre d'affaire de l'entreprise.

Au cours d'un débat à Aubagne le patron du MEDEF local, d'une boîte de génie thermique, invité par la municipalité communiste d'alors, me disait : « *Je suis obligé d'aller chercher des marchés dégueulasses parce que tout est dicté par Bouïgues* », et il a ajouté, en privé - c'est un sportif de haut niveau, 35 ans, cinquième génération de propriétaires de la boîte - « *Au faite de ma puissance sportive, à 25-26 ans, mon père m'a dit : j'arrête, je vais vendre, sauf si tu reprends !* » Il a repris. Mais ingénieur en génie thermique, ce n'est pas vraiment

●●● son truc. Il y a 10 000 patrons du BTP dans les Bouches-du-Rhône et 50 000 salariés, en moyenne 5 salariés par entreprise ; chaque embauche d'un salarié, c'est 20 % du chiffre d'affaire. C'est une responsabilité énorme, lourde, assumée par la propriété personnelle d'entreprise. Le taux de divorce est très supérieur à la moyenne chez les patrons de PME en France, mais en même temps, la propriété est la condition de la responsabilité. Voilà son discours, tout à fait intéressant... Il m'a entendu, quand j'ai dit : « Vous avez parfaitement raison : la propriété est la condition de la responsabilité. C'est pour ça que les 5 salariés de la boîte doivent être copropriétaires. On va vous libérer de votre patrimoine, on va vous libérer alors que vous étiez sportif de haut niveau, de votre obligation de faire du génie thermique, on va vous libérer de l'obligation de payer vos salariés (ce ne seront plus vos salariés), de cette obsession de trouver des marchés. L'entreprise va cotiser à hauteur de 60 % de la valeur ajoutée. Ce sont les caisses de salaire qui paieront. Donc, si vous avez un marché nouveau qui n'est pas encore très solvable, vous ne serez pas obligé de licencier parce que vous ne paierez pas les gens sur votre chiffre d'affaire. Ce sont les caisses qui sont la mutualisation de toutes les valeurs ajoutées, y compris celles de Bouigues et autres qui vous piquent la laine sur le dos, qui paieront les salaires ».

Ce discours-là peut être parfaitement entendu. Cela suppose que nous nous adressions aux petits patrons en disant : "Vous n'allez plus à avoir quémander les financements auprès des banques qui prêtent à des taux rédhitoires et vous n'aurez pas à les rembourser". Nous voulons 600 milliards d'investissement :

- 30% de la valeur ajoutée de l'entreprise doivent aller à l'investissement,
- 15% destinés à l'auto-financement, dont les salariés décident
- 15% - 300 milliards -, pour les caisses d'investissement, sans remboursement.

Quand, au Front de gauche, nous revendiquons des crédits publics, c'est de l'aliénation complète, c'est supposer que le crédit est légitime, mais le crédit sous le régime capitaliste est diabolique, il légitime la prédation. On nous pique, après on nous prête. Il n'y a aucune raison que le financement de l'investissement se fasse par crédit et la Santé l'a parfaitement prouvé. Depuis qu'il n'y a plus de hausse de cotisation maladie, où en sommes nous ? Comment se financent les hôpitaux ? Par la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADS), créée par Juppé en 97, pour laquelle on verse la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS). C'est nous qui produisons et c'est nous qui sommes endettés ! Depuis qu'il n'y a plus de hausse de cotisation, les hôpitaux se financent

par le marché des capitaux. Aujourd'hui, ils sont tous dans le rouge. Nous disons : "C'est la crise". Non ! C'est une entreprise délibérée de non hausse du taux de cotisation maladie.

Mais revendiquer, entre autres dans nos tracts, une hausse massive des cotisations, suppose de faire de la politique. Il ne s'agit pas d'être dans la plainte : tout le monde sait que tout va mal. La question est : qu'avons-nous à dire pour faire bouger les lignes dans les têtes de ceux à qui nous nous adressons ?

- Intervention remise en forme par Cerises.

LATELIER
LE TEMPS DE LA
LUTTE *doit toujours* celui de la
ÊTRE PENSÉE

La prochaine séance organisée par le collectif aura lieu le 11 décembre à la ferme des Îlets, à Montluçon, avec pour thème "Difficile d'être prophète en ce moment" avec Emmanuel Todd qui sera interrogé par Bernard Vasseur. Plus sur www.communiste-sunitaires.net, page "Auvergne".

Racisme institutionnel...

Le 14 novembre *Cerises* relayait en une l'appel contre les politiques de racialisation. « *Reprenons l'initiative !* », lançaient les signataires. *Cerises* n'imaginait pas être si promptement confirmé dans ce choix éditorial.

L'appel, frais sorti de l'imprimerie, affirmait d'emblée que l'antiracisme, c'est moins pointer ça et là les dérapages "contrôlés", renouvelés, des manifestations individuelles de racisme que s'en prendre à la réalité du racisme systémique et, notamment, prendre la mesure du racisme institutionnel.

❖ Signes extérieurs individuels

- ☞ Barbe longue non taillée (moustache rasée).
- ☞ Cheveux rasés.
- ☞ Habillement musulman.
- ☞ Jambes couvertes jusqu'à la cheville.
- ☞ Refus du tatouage.
- ☞ Cal sur le front.
- ☞ Perte de poids liée à des jeûnes fréquents.

Voici que tombe cette semaine dans la presse, aux bons soins de *Médiapart*, une circulaire bien particulière du rectorat de Poitiers.

Rappelons que le recteur est nommé par décret du Président de la République en Conseil des ministres, qu'il exerce dans l'académie les missions relatives au contenu et à l'organisation de l'action éducative et représente le ministre chargé de l'Éducation nationale. C'est dire si la prose qui émane du rectorat se doit d'être dans les clous de l'institution.

La circulaire du rectorat de l'académie de Poitiers illustre terriblement ces politiques de racialisation pointées par l'appel. Le document se présente comme visant à prévenir la radicalisation religieuse en milieu scolaire, une aide fournie aux enseignants pour détecter les élèves en marche vers le fondamentalisme. Couverture et première page font mine de n'évoquer que le phénomène en lui-même, mais toutes les suivantes ne visent que l'islam, induisant que seule cette religion là secrète sa radicalisation.

L'essentiel de cette production rectorale se compose des critères recommandés pour les repérages auxquels sont invités les enseignants. Cela va de la « *barbe longue non taillée (moustache rasée)* », aux « *cheveux rasés* », passant par l'« *habillement musulman* », le « *refus du tatouage* », ou encore la « *perte de poids liée à des jeûnes fréquents* ». Pas avare de conseils, le document

rectoral répertorie à l'avenant des comportements tels que « *repli identitaire* », « *exposition sélective aux médias* », « *rhétorique politique* » concernant notamment la Palestine, la Tchétchénie, l'Irak. La circulaire préconise enfin de pister ceux qui marquent de l'« *intérêt pour les débuts de l'islam* ».

S'en prendre aux politiques de racialisation, insiste l'appel relayé par *Cerises*. Alors travaillons en mieux les fondements. Renonçons notamment à considérer que ces politiques de stigmatisation servent à distraire les populations de l'accroissement des inégalités de classes.

Ces politiques ne sont pas un dérivatif, elles ne font pas diversion aux inégalités de la France et de l'Europe libérales. Elles sont pour une part la substance des politiques d'austérité. Pas d'austérité sans inégalités de tous ordres. Ainsi les inégalités sociales, économiques, culturelles et de genre se renforcent mutuellement. Elles échapperaient pour les 1 000 ans à venir à toutes les contestations si le genre humain se pensait désormais comme constitué d'éléments naturellement inégaux. Les politiques de racialisation apparaissent comme une pédagogie pour ce décrochage anthropologique espéré. Ainsi, quand la ministre de l'Éducation interviewée par *France 3*

❖ Comportements individuels

- ☞ Repli identitaire.
- ☞ Rhétorique politique (ref à l'injustice en Palestine, Tchétchénie, Iraq, Syrie, Egypte).
- ☞ Exposition sélective aux médias (préférence pour les sites webs jihadistes).
- ☞ Intérêt pour les débuts de l'islam.

ne voit qu'imperfection des mots ou propos mal contrôlés à Poitiers, elle valide fondamentalement le fond de la circulaire. Il s'agit de faire pratiquer à la communauté scolaire les gestes et les attitudes qui naturalisent l'inégalité des humains entre eux. Il est même stratégique de faire de l'école le gymnase de l'inégalité. Elle était déjà largement entraînée en matière d'inégalité sociale, la voici dans les *starting-block* de l'inégalité naturelle.

● Catherine Destom-Bottin



Illustrations extraites de la circulaire du rectorat.

Folk et politique...

Tel est le programme d'un site que l'on trouve [sous ce lien](#). Bon, il n'y a pas que du *folk*, mais aussi quelques musiques connexes (*blues*, *country*, chansons à texte), et pas que de la politique, mais aussi des balades traditionnelles, des chansons pour enfants, etc. Mais on y trouve surtout tout un répertoire de chansons protestataires : chansons syndicalistes, chansons de travail, chansons antifascistes, pour les droits civiques, contre la guerre du Vietnam, ou contre la guerre tout court. La plupart des chansons sont accompagnées de notices plus ou moins fournies, et souvent du texte des paroles (en anglais).

Se promener sur ce site, c'est l'occasion de (re)découvrir tout un patrimoine, de ce que l'Amérique progressiste a produit de mieux. Bien sûr, toute la génération des artistes des années 60 - Bob Dylan, Joan Baez, Judy Collins, Peter, Paul & Mary... mais aussi leurs grands aînés, Woody Guthrie, Pete Seeger, Odetta, Cisco Houston, les Almanac Singers ou les Weavers, ou encore Barbara Dane ou Malvina Reynolds. Et bien d'autres.



Barbara Dane

Il est difficile de faire des choix. Par où commencer ? Le mieux est sans doute d'aller au petit bonheur la chance : parmi les plus de 450 vidéos présentées, il y a un bon nombre de petits trésors. Celles et ceux qui connaissent ce répertoire pourront utiliser le moteur de recherche pour trouver tel ou telle artiste, tel ou tel titre.

Proposons en quelques-uns pour les autres : *voici* Pete Seeger chantant, qu'il voulait chanter aux inquisiteurs de la Commission des Activités Anti-Américaines. *Voici* Malvina Reynolds refusant l'idéologie de la réussite, dans [I Don't Mind Failing](#). *Voici* Woody Guthrie appelant les États-Unis à entrer en guerre, en leur rappelant que Londres est en ruine et Paris sous les chaînes, dans [What Are We Waiting On](#). *Voici* les

Weavers, chantant la chanson des esclaves sur le chemin de leur évasion, [Follow The Drinking Gourd](#). *Voici* Phil Ochs, se



Phil Ochs

moquant de la gauche morale dans [Love Me I'm A Liberal](#). *Voici* Barbara Dane, protestant contre la répression meurtrière qui s'était abattue sur des étudiants manifestant contre la guerre du Vietnam dans [The Kent State Massacre](#). *Voici* Odetta chantant avec Dr John une chanson classique de l'époque de la grande dépression, [Brother Can you Spare A Dime](#).

Mais peut-être commencera-t-on mieux encore avec cette chanson de Florence Reece, chantée par les Almanac Singers, qui pose avec insistance la question décisive de l'engagement : de quel côté êtes-vous ? [Which Side Are You On](#) ?

● Laurent Lévy



Voir aussi ces deux articles en ligne, parus sur le site de Contretemps-web (et repris dans la rubrique des [cartes blanches](#) sur www.communistesunitaires.net). Le [premier](#) comporte plusieurs vidéos, le [second](#) des références bibliographiques.

Les Grenoblois et la pub

À Grenoble, pour la première fois en Europe, la municipalité de gauche citoyenne et écologiste renonce à la pub. Une jeune adjointe à l'Espace public, Lucille Lheureux, 25 ans, EELV, de 25 ans se saisit de l'opportunité de l'échéance du contrat Deaux pour ne pas mettre en oeuvre une nouvelle négociation. Dans les deux décennies précédentes, l'ex-élu écologiste et lanceur d'alerte R. Avrillier avait à deux reprises porté des recours contre ces contrats, abusifs à plusieurs égards.



Avant
Grenoble, rues de Bonne et Philis de la Charce



Après
Grenoble, rues de Bonne et Philis de la Charce

À Grenoble le mouvement est ancien. La publicité est souvent caviardée, sur les "sucettes", par les féministes en particulier, il y a d'ailleurs assez peu de femmes nues sur les pubs à Grenoble, mais des femmes objets, encore bien trop. Sur les entrées de ville, certains grands panneaux ont du être démontés à la suite d'actions en justice de Paysages de France...

Cette décision intervient donc à la convergence de ce que nous sommes à Grenoble, nous élus choisis en toute conscience par les Grenoblois :

- écolos : voulant dégager l'espace public de ce qui l'encombre, en particulier sur les voies piétonnes et les trottoirs, gagnant ainsi en accessibilité pour tous,
- "justiciers sociaux": pas de prétexte de redevance déséquilibrée pour justifier des profits,
- humoristes et frondeurs : on fait ce qu'on veut quand on respecte le droit républicain,
- citoyens : on aime les femmes, les hommes, les enfants à égalité, on en profite donc pour réhabiliter dans le futur un droit à l'information à taille humaine, on sécurise la circulation en la rendant plus perceptible.



● **Claire Kirkyacharian**,
conseillère municipale à Grenoble

Serge Moscovici, pour redécouvrir l'écologie politique



Le 15 novembre est décédé un des pères de l'écologie politique française, sans doute l'un des plus intéressants et original mais des plus méconnus.

Serge Moscovici, inventeur de la psycho-sociologie française, publie en 1968 *Essai sur l'histoire humaine de nature*¹ et en 1972 *La société contre nature*². Adhérent dès le début aux Amis de la terre, candidat aux municipales à Paris en 1977, il participe à l'entrée en politique des écologistes tout en critiquant leur constitution en parti au début des années 80. Juif roumain ayant survécu aux progs d'avant guerre puis au nazisme, tout son travail est marqué par une question : la modernité n'est-elle pas devenue un non-sens si elle aboutit aux camps d'extermination, au goulag et à la bombe H ? Avec l'ethnologue Yves Jaulin, il alerte sur l'ethnocide des peuples indigènes, y compris de la paysannerie française. En abandonnant les esprits et la magie qui habitaient les arbres et les eaux, en n'ayant plus à se soucier de l'âme des astres et des animaux, l'homme ne se retrouve-t-il pas dans la solitude du désenchantement, dans un monde où n'existe plus que le fait, le marché et la machine, un autre "fétichisme" ? Étudiant comment s'est construite la science moderne, il conteste sa manière de séparer radicalement nature et culture, nature et humanité. Parce que la "domestication" de l'homme est toujours en échec, la société multiplie les interdits. Pour autant (et même s'il lui a été reproché de vouloir réhabiliter les communautés naturelles), Serge Moscovici ne fait pas l'hagiographie d'un état de nature auquel il faudrait revenir : la nature est historique, elle est toujours le résultat de l'interaction entre humain et animal, il y a passage quotidien de l'un à l'autre, recréation permanente de leur différence, déplacement incessant de la frontière. Il s'agit de réfléchir - à travers les liens entre types de société, de savoir, de technique - à la nature que l'on désire créer, en modifiant les représentations sociales : "réenchanter le monde" (ou "réensauvager la vie") en s'appuyant sur les minorités actives - qu'il étudie précisément - plus que sur les élections et le système politique classique. L'écologie doit pour lui rester une minorité active plutôt qu'un « *petit pour la cour des grands.* »



● **Stéphane Lavignotte**,
pasteur se réclamant du christianisme social,
militant d'Ensemble !

1. *Essai sur l'histoire humaine de la nature*, Flammarion, Nouvelle bibliothèque scientifique, 1968.
2. *La société contre nature*, Seuil, Points essais, réédition, 1994. et en 1972

Pour aller plus loin :

De la nature : pour penser l'écologie, Métailié, 2002
Réenchanter la nature : entretiens avec Pascal Dibie, Aube, 2002.
[Interview](#) de Serge Moscovici par Stéphane Lavignotte
[Serge Moscovici, la nature de l'écologie](#)

“L'un des plus grands scandales sanitaires du XXe siècle”

« *Le sang contaminé, Médiator, Viox, les héparines frelatées, la marchandisation du plasma, les vaccins à l'aluminium... jusqu'où peuvent aller ces drogués à l'argent ? Peuvent-ils agir en toute impunité, être absous de leurs actes ?* »



En 1985, l'État français décide du test obligatoire du sang utilisé pour les transfusions... en France, où des lots contaminés ont déjà fait des victimes. Mais des lots non chauffés et non testés continuent d'être exportés vers de nombreux pays par le laboratoire Mérieux (aujourd'hui Sanofi), soucieux de ses profits, non de la santé des destinataires, essentiellement du Sud, qui ne sont toujours pas indemnisés. Des salariés de Sanofi et la Fédération nationale de la chimie industrielle se mobilisent et invitent à en débattre, avec la projection du documentaire *Sang contaminé : l'autre scandale*, en présence de la réalisatrice, Marie-Ange Poyer, le 10 décembre à 9h30, à Montreuil, au siège de la CGT, 263, rue de Paris. Plus sur www.communistesunitaires.net, rubrique "Initiatives".

● **Dégonflés.** Grâce aux députés socialistes contestataires-mais-pas-téméraires, la réforme territoriale a été votée par l'Assemblée nationale mardi 25 novembre en seconde lecture par 277 voix contre 253. La majorité des députés écologistes (14 sur 18) a voté contre le texte, de même que 10 députés PS. Mais 16 autres députés socialistes se sont abstenus et plusieurs autres réputés contestataires ont même voté pour, au bénéfice du gouvernement Valls. Comme quoi, comme lors des congrès, les calculettes fonctionnent toujours bien, au Parti socialiste ! Le détail des votes est ici : [http://www2.assemblee-nationale.fr/scrutins/detail/\(legislature\)/14/\(num\)/970](http://www2.assemblee-nationale.fr/scrutins/detail/(legislature)/14/(num)/970).

● **Sortie de route ?** La loi ramène le nombre de Régions de 22 à 13, prévoyant notamment la fusion de l'Alsace, de la Lorraine et de la Champagne-Ardenne, celle du Nord-Pas-de-Calais et de la Picardie, celle de Midi-Pyrénées et du Languedoc-Roussillon, celle du Poitou-Charente, du Limousin et de l'Aquitaine, celle des deux Normandie, celle de la Bourgogne et de la Franche-Comté et enfin celle de Rhône-Alpes avec l'Auvergne. L'examen de la loi par le Parlement n'est pas ter-

miné : après l'échec de la commission mixte paritaire (Sénat, Assemblée) du 27 novembre, le texte reviendra uniquement à l'Assemblée nationale en lecture définitive, dont la tenue est envisagée le 20 décembre. Y aura-t-il une majorité pour faire ce cadeau de Noël à Manuel Valls et François Hollande ? Ou alors la réforme territoriale connaîtra-t-elle une sortie de route ?

● **Coïncidence.** Le *Canard enchaîné* a publié ce mercredi encore des révélations sur des travaux réalisés, cette fois, dans le bureau du secrétaire général de la CGT, au siège de la confédération. À *Cerises*, nous avons en février 2014 critiqué l'orientation syndicale de Thierry Lepaon, après qu'il ait estimé dans un entretien : « *Il n'existe à la CGT aucune opposition de principe face au patronat. L'entreprise est une communauté composée de dirigeants et de salariés.* » Ceci dit, nous ne confondons pas la CGT et Thierry Lepaon, et lorsqu'à quelques jours des élections professionnelles dans la Fonction publique les adversaires de la CGT se frottent les mains en lisant le *Canard*, nous disons : « *Bizarre, vous avez dit bizarre ? Comme c'est bizarre...* »

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

